Albert CARUGO

Par : Jean-Paul Bedoin



Service historique de la Défense, Vincennes

- Informations
  - Nom : CARUGO
  - Prénom(s) : Albert
- Etat civil
  - Date de naissance : 08/07/1922
  - Ville de naissance : La Spezzia
  - Pays de naissance : Italie
  - Profession avant guerre :
    - tourneur
  - Date de décès : 30/07/2012
  - Lieu de décès : Longjumeau (Essonne).
- Résistance
  - Organisation(s) de résistance :
    - Armée secrète
    - Maquis de Saint-Alvère (Dordogne)
    - Maquis des sangliers (Dordogne)
  - Pseudonyme : Guilles
  - Date d'engagement : 1/8/1943
  - Département(s) de résistance : Dordogne
- Arrestation et condamnation
  - Date d'arrestation : 3/11/1943
  - Lieu d'arrestation : Saint-Vincent-de-Condzac
  - Département d'arrestation : Dordogne

    - Juridiction de condamnation : Section spéciale - Limoges
    - Date de condamnation : 07/02/1944
    - Motif(s) de condamnation :
      - Infraction à la loi du 5/6/1943
      - détention d'armes
    - Peine infligée : Réclusion
    - Durée de la peine : 5 ans
    - Parcours carcéral :
      - Périgueux
      - Limoges
      - Eysses
      - Compiègne
- Eysses
    - Date d'arrivée à Eysses : 09/02/1944
    - Numéro d'écrou à Eysses : 740
    - Préau ou autre affectation :
      - Préau 1
    - Groupe de combat : Ljubojevic Savo
    - Motif de la levée d'écrou : Remis aux autorités allemandes
    - Date de la levée d'écrou : 30/05/1944
    - Durée de détention : 0 an(s), 3 mois, 21 jour(s)
- Déportation
    - Déporté
    - Lieu de départ : Compiègne
    - Date de départ : 18/06/1944
    - Parcours concentrationnaire :
      - Dachau
      - Kempten (Kdo Dachau)
      - Allach (Kdo Dachau)
    - Matricule : 73218
    - Situation en 1945 : Libéré
    - Date : 30/04/1945
    - Lieu : Allach
    - Date de rapatriement : 12/05/1945
- Reconnaissance
    - Statut : Déporté résistant
    - Médaille de la Résistance
    - Date du décret MRF : 24/04/1946

Biographie

Albert Carugo fut au nombre des immigrés qui, face au gouvernement de Vichy et à sa politique qui bafoue les grandes valeurs de la France révolutionnaire et républicaine, décident de s'engager plus avant.
Albert, fils de Guy et de Nina Copello, est né le 8 juillet 1922 à La Spezia (Ligurie, Italie). Titulaire du certificat d'études primaires (CEP), naturalisé français depuis le 5 octobre 1939, il demeure à Arcueil (Seine, aujourd'hui Val-de-Marne), 34 rue du Docteur Gosselin et exerce, selon les sources, la profession de tourneur outilleur ou d'instructeur en mécanique.
De 1940 à 1942, il est employé par la maison Destouches et Mesmin à Vanves (Seine, aujourd'hui Hauts-de-Seine).

Le 10 juillet 1940, à Vichy (Allier), le Parlement (Chambre des députés et Sénat) vote une loi constitutionnelle qui donne les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui liquide la IIIe République. L'État français s'engage dans une politique de collaboration d'Etat avec l'Allemagne nazie, met en place des lois d'exclusion et de persécution et réprime les opposants. Albert, visé par la loi du 22 juillet 1940 qui ordonne la révision de toutes les naturalisations accordées depuis la loi libérale du 10 août 1927, est déchu de la nationalité française. Il est abrité par son ami d'école, Jean Ringeval, auxiliaire à la préfecture de police de Paris qui, grâce à Franck Pasqueraud, gardien de la paix en fonction à la préfecture de police de Paris, lui obtient une fausse carte d'identité.

De janvier à août 1943, Albert travaille clandestinement à Paris dans le 20e arrondissement, mais craignant d'être envoyé outre-Rhin, il décide de se soustraire et de rejoindre la clandestinité. « En compagnie de mon camarade Jean Ringeval, déclare-t-il à l'inspecteur de police de sureté Joseph Hillion, je me suis mis en rapport avec un individu que nous avions rencontré à Paris, porte d'Orléans, dans le café de l'Acropole, afin de mettre notre dessein à exécution ». Cette personne n'est autre que Franck Pasqueraud qui, en uniforme, au cours de l'été 1943 – « le 17 août, précise Albert » – emmène Jean et Albert à Sainte-Alvère où ses parents travaillent la terre au lieu dit Roquebrune. Celui-ci les présente à Pierre Larrue, « père de la Résistance » dans le secteur et, le 12 septembre 1943, tous trois rejoignent le maquis des Sangliers à Durestal, commune de Cendrieux. « Incorporé comme simple homme de troupe, souligne Albert, devenu Guille, je travaillais comme mécanicien au garage du groupe ».

Albert, nommé sergent, participe aux opérations menées par le groupe des Sangliers, notamment sur Bergerac, début octobre, (récupération d'essence), sur le camp du chantier de la jeunesse de Barbaste dans le Lot et Garonne, le 8 octobre, (récupération

de matériel) et sur Vergt, le 10 octobre 1943 (enlèvement d'un ami de Joseph Darnand). Albert fait partie de ceux qui, après l'opération menée, le 20 octobre 1943, par les forces de l'ordre de Vichy qui conduit le maquis à se disperser, transitent par le camp du Tauriac, près de Neuvic sur l'Isle, « endroit où, note-t-il, vous sommes restés trois jours environ »n, puis rejoignent Le Maine-du-Puy, commune de Saint-Vincent-de-Connezac.

Le 3 novembre 1943, l'opération de police menée par la Garde mobile et le GMR du Périgord permet l'arrestation de 36 réfractaires dont 5 Géorgiens, déserteurs de l'armée allemande. « J'étais inactif, déclare Albert. On m'a donné une mitraillette, arme que j'avais encore au moment de mon arrestation. Je ne me suis pas servi de cette arme. Nous avions l'ordre de ne pas tirer sur les forces de police françaises. Je me suis rendu donc sans me défendre » et d'ajouter : « Seuls, dans le camp, des Géorgiens ont répondu aux coups de feu des forces de police ». Avec ses camarades d'infortune, il est interné à Périgueux jusqu'au 30 janvier 1944, puis transféré à Limoges où, traduit devant le tribunal, il est jugé par la Section spéciale et condamné le 7 février 1944, pour menées terroristes (infraction à la loi du 5 juin 1943) et détention d'armes, à 5 ans de réclusion.

Transféré à la maison centrale d'Eysses, Albert est écroué sous le n°740 et affecté au préau n°1. Membre de l'organisation militaire clandestine des patriotes emprisonnés, il participe, dans le groupe de combat de Savo Ljubojevic, à la bataille des 19 et 20 février 1944 contre les forces de Vichy, soutenues par l'artillerie allemande. Après l'échec de la tentative d'évasion collective et la répression brutale des douze meneurs, Albert, comme tous les autres détenus politiques résistants de la centrale d'Eysses, est livré aux autorités allemandes. Emmenés sous les coups des SS de la division Das Reich , en camions ou à pied, à la gare de Penne d'Agenais et chargés dans des wagons à bestiaux, tous prennent, le 30 mai 1944, la direction du camp de Royallieu à Compiègne (Oise) où ils arrivent le 3 juin. Un parmi les 2 139 hommes qui, le 18 juin 1944, composent le transport le plus important, par le nombre de déportés au départ de Compiègne, à prendre directement la destination du camp de concentration de Dachau, Albert, à son arrivée, le 20 juin, devient le n°73 218. Au mois d'août 1944, il est transféré à Kempten (Bavière), camp extérieur dépendant du camp central de Dachau, d'où, selon les sources, il s'évade le 29 avril 1945 ou est libéré le 30 avril 1945 par l'armée américaine. Il est rapatrié par le Lutetia le 19 mai 1945.

Homologué sergent FFI, titulaire de la carte de déporté résistant, de la médaille de la Résistance (décret du 24 avril 1946), Albert est cité à l'ordre de la Division avec attribution de la Croix de guerre avec étoile d'argent pour faits de résistance (décision n°235 du 22 mai 1946) : « Jeune résistant rejoignant comme volontaire le maquis clandestin dès juillet 1943. A fait preuve de courage, de discipline et de dévouement. S'est particulièrement distingué lors de l'attaque du maquis du Maine-du-Puy où il se

défendit héroïquement contre un ennemi très supérieur en nombre. Arrêté au cours de cette opération, fut déporté en Allemagne. U a cubi avec courage 15 mois de camp de concentration ». Albert Carugo dont le nom figure parmi les 48 233 noms inscrits sur le Mur des Noms de Compiègne est décédé le 30 juillet 2012 à Longjumeau (Essonne).

Bibliographie

S. Le Bail ; Mojzesz Goldman dit « Mireille » - premier chef départemental du maquis A.S. Dordogne 1943, Editions Le Chêne Vert, 2001, pp. 159-160 ;µ
G. Penaud, Mémorial des déportés du Périgord, La Lauze, 2011, p. 87 ;
ANACR. Dordogne, J.P. Bedoin (dir.), Chemins de la mémoire, le maquis de Durestal, Périgueux, 2013, p. 88

Album photos

